



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 2196

Texte de la question

PERSPECTIVES DE CROISSANCE

M. le président. La parole est à M. David Habib, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. David Habib. Monsieur le Premier ministre, avant de vous interroger sur les défis économiques du moment, je souhaite saluer dans cet hémicycle la mémoire de Christophe de Margerie. Beaucoup d'entre nous, sur tous les bancs, ont rappelé son bilan à la tête de Total (« *Filoché !* » *sur plusieurs bancs du groupe UMP*), sa vision d'une industrie compétitive, sa passion pour les sciences, son attachement viscéral à la France et à son modèle républicain. (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

Plusieurs députés du groupe UMP . Filoché !

M. le président. Je n'ai pas l'impression qu'il soit membre de notre assemblée.

M. Jean-Louis Christ. Heureusement !

M. le président. Poursuivez, monsieur Habib.

M. David Habib. En tant qu'élu du Béarn, le berceau de Total qui compte plus de 5 000 collaborateurs sur les sites de Lacq et de Pau, je veux également témoigner de sa parfaite conscience de ses responsabilités régionales et sociales. C'est donc avec beaucoup d'émotion et de gratitude que je tenais à débiter ma question par cet hommage. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC, ainsi que des groupes UMP, UDI, écologiste et RRDP.*)

Monsieur le Premier ministre, face à la crise déclenchée en 2008, face à la perte de 600 000 emplois industriels entre 2002 et 2012, notre majorité a réagi en adoptant toute une série de dispositifs et de mesures sans lesquels la crise serait bien plus grave aujourd'hui : pacte de compétitivité, CICE, politique de filières autour des trente-quatre secteurs d'avenir qui associent PME et grands groupes, production et recherche, politiques actives de l'emploi, pacte de responsabilité et de solidarité.

Au-delà de ces mesures, le Gouvernement a choisi de débloquer les pesanteurs qui minent notre économie et de préserver notre modèle social. Cette capacité à écrire une feuille de route équilibrée a été saluée récemment par de nombreux organismes internationaux, dont l'OCDE. Cette dernière voit dans votre politique un potentiel de croissance de 3,7 points et de création de 450 000 emplois industriels dans les dix prochaines années.

M. Charles de La Verpillière. Personne n'y croit !

M. David Habib. Monsieur le Premier ministre, je souhaite vous entendre sur cette feuille de route et sur les objectifs que je viens de saluer. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique. (« Ah ! » sur les bancs du groupe UMP.) Cachez votre admiration, mes chers collègues !

M. Emmanuel Macron, *ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.* Vous avez raison, monsieur le député, de rendre hommage et d'avoir une pensée pour Christophe de Margerie, qui fut en effet un grand capitaine d'industrie pour ce pays,...

M. Guy Geoffroy. C'est vrai !

M. Emmanuel Macron, *ministre.* ...un grand citoyen et un partenaire privilégié pour les pouvoirs publics. Nous avons perdu aujourd'hui un grand dirigeant.

En effet, monsieur le député, le rapport de l'OCDE auquel vous faites allusion apporte de bonnes nouvelles. Vous l'avez rappelé : en prenant en compte l'ensemble des réformes annoncées ou décidées par le Gouvernement et par les précédents gouvernements soutenus par cette majorité depuis un peu plus de deux ans, ce rapport estime à 3,7 points l'augmentation du potentiel de croissance à l'horizon de dix ans.

Je sais que beaucoup voudraient aujourd'hui relativiser ces bons résultats, quand le même genre de rapport sert parfois à soutenir des critiques ou des accusations. Vous avez raison, monsieur le député, nous devons nous en réjouir.

Je veux faire trois remarques à ce sujet.

Premièrement, nous devons rester prudents. Les chiffres annoncés aujourd'hui par l'OCDE et présentés dans ce rapport ne prennent pas en compte de nombreuses mesures qui ont été annoncées et qui ne sont pas encore votées, ni la dynamique et les effets induits par un grand nombre de ces mesures.

Deuxièmement, il faut souligner la cohérence des mesures prises par le Gouvernement. Parmi les dispositions évoquées par l'OCDE dans son rapport, celles qui ont le plus d'impact sont non seulement le CICE et le pacte de responsabilité, mais également la réforme territoriale, porteuse d'économies et d'une plus grande efficacité de notre organisation territoriale.

Troisièmement, ce genre de rapport présente un avantage pour nous tous : quand bien même le quotidien est difficile, quand bien même mener des réformes en profondeur est parfois un défi, nous voyons que sur le long terme, ces mesures sont bonnes pour le pays. (*Applaudissements sur certains bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. David Habib](#)

Circonscription : Pyrénées-Atlantiques (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2196

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, industrie et numérique

Ministère attributaire : Économie, industrie et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 octobre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [22 octobre 2014](#)